Décision n° 2018-1005
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 7 août 2018
modifiant les autorisations d'utilisation de fréquences assignées
délivrées à diverses entités
pour leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret du 13 octobre 1994 relatif aux radiocommunications intéressant la circulation des aéronefs ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2017-0383 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 21 mars 2017 modifiant la décision n° 2015-1160 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 1er mars 2017 modifiée portant délégation de signature ;

Vu les demandes présentées par les entités mentionnées dans l'annexe à la présente décision, incluant l'accord de la direction générale de l'aviation civile pour l'utilisation des fréquences concernées ;

Décide :

Article 1. Les entités citées dans l'annexe à la présente décision sont autorisées à modifier leur réseau radioélectrique indépendant du service mobile, dans les conditions précisées dans la présente décision et son annexe.

Article 2. La présente décision ne modifie pas la date de fin de l'autorisation d'utilisation de fréquences fixée par la décision initiale.

Article 3. Au moins quatre mois avant la date de son expiration, seront notifiés aux titulaires les conditions de leur renouvellement ou les motifs d'un éventuel refus de renouvellement.

Article 4. La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.

Article 5. Les titulaires de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques sont assujettis au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.

Article 6. La directrice Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée aux titulaires.

Fait à Paris, le 7 août 2018,

Pour le Président et par délégation

Catherine GALLET-RYBAK
Secrétaire générale

Annexe à la décision n° 2018-1005
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 7 août 2018

Autorisation d'utilisation de fréquences assignées pour les réseaux radioélectriques indépendants

Modification

Autorisation ne modifiant pas la date de fin de l'AUF initiale

Dossier	Titulaire	Utilisation	Frq
198603336	CENTRE REGIONAL FRANCOIS	14 CAEN	4 UHF
199109732	HAMMERSON PROPERTY MANAGEMENT	95 CERGY	3 UHF
199207851	SATVAC	73 VILLAREMBERT	9 UHF
200001605	COMMUNE DE VIRY CHATILLON	91 VIRY CHATILLON	2 UHF
200100444	UGC CINE CITE	95 CERGY	2 UHF
200101836	COMMUNE DE SAINT AFFRIQUE	12 ST AFFRIQUE	1 UHF
200102221	COMMUNE D'ARGENTEUIL	95 ARGENTEUIL	3 UHF
200301393	AMAT ET CIE	34 SERIGNAN	6 UHF
200800288	ROQUETTE FRERES	67 BEINHEIM	4 UHF
200801198	MIDI PYRENEES GRANULATS	82 BRUNIQUEL	2 UHF
201000759	COMMUNAUTE COMMUNES PAYS DE GEX	01 LEAZ	3 UHF
201401128	CONSORTIUM STADE DE FRANCE	93 LA PLAINE ST DENIS	14 UHF
201500989	DIR MASSIF CENTRAL	63 CLERMONT FERRAND	4 UHF
201601440	AMA MALAKOFF MEDERIC	75 PARIS	2 UHF
201701392	COLLEGE DEPARTEMENTA JEAN FRANCO	06 ST ETIENNE DE TINEE	3 VHF
201800193	VINCI CONSTRUCTION FRANCE	94 CACHAN	11 UHF
201800699	GCC	93 ST DENIS	2 UHF